

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.339 - QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - MERCREDI 10 MAI 1916

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 1.75 - Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'agence Havas, 5, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard
et Basses-Alpes..... 6 Mois 6 Moins Un An
Autres départements et l'Algérie..... 8 fr. 9 fr. 10 fr.
Etranger (Union postale)..... 11 fr. 12 fr. 14 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

Le Rôle patriotique

des Municipalités françaises

Il est une idée que je désire depuis longtemps soumettre à l'appréciation de mes lecteurs et à l'assentiment de nos dévoués maires varois.

Tout le monde, au dedans et au dehors, admire avec raison le moral merveilleux de la population française. Notre race a manifesté une fois de plus les précieuses qualités qui l'ont élevée si haut dans l'estime des peuples. Les maires ont pour une large part contribué à entretenir cet état d'esprit qui n'a pas un seul instant fléchi.

Rendre hommage aux maires et à ceux qui les ont secondés, ou qui ont remplacés les chefs des municipalités appelés sous les drapeaux, c'est remplir à leur égard et à l'égard des vaillantes populations de France, un acte de justice. J'espère bien que, la guerre finie, le Parlement n'hésitera pas à déclarer que les maires français ont bien mérité de la Patrie. Cette initiative qui ne peut émaner que du gouvernement, je me permettrai, le moment venu, en ma qualité de président de la Commission d'organisation départementale et communale du Sénat, de la lui suggérer.

En attendant, il est une œuvre que je désirerais voir réalisée. Une inspiration venue du cœur a fait dresser par certains citoyens le Livre d'Or de leur profession, émuante nomenclature de tous leurs membres tombés au champ d'honneur, pensée juste, pieuse, légitime, qui serait bon de généraliser.

Je voudrais donc que l'on crée le Livre d'Or des municipalités, lequel comprendrait, au siège du gouvernement, les noms de tous les maires, adjoints, conseillers généraux, conseillers d'arrondissement et conseillers municipaux morts pour le pays. Au chef-lieu de chaque département serait la liste départementale à laquelle on pourrait ajouter, dans une communauté glorieuse, les noms de tous les employés de la préfecture, des sous-préfets et des maires, tués par l'ennemi.

Dans chaque localité la principale salle de la mairie contiendrait un tableau sur lequel figurerait l'énumération de tous les enfants de la commune, morts pour la France ; à côté du nombre en serait, hélas ! trop grand, par exemple dans les villes populeuses, un registre spécial mentionnerait tous les noms.

Pour en revenir aux municipalités, il est incontestable que les maires ont fait leur devoir d'une manière admirable sous l'uniforme ou à la mairie, selon le cas. Leurs occupations et leurs responsabilités, considérables en temps normal, sont devenues infinies. Ils ont été partout à la hauteur de la situation. Ce n'a pas toujours été sans péril. Dans les pays envahis le maire invariablement a été le premier arrêté, emprisonné et, au moindre prétexte, fusillé.

Il serait juste, à mon avis, indépendamment du Livre d'Or dont j'ai parlé, que trois monuments vissent consacrer les trois formes sous lesquelles s'est plus particulièrement manifesté l'héroïsme de nos maires en face de l'invasion.

Ceux d'entre eux qui ont péri sur le champ de bataille pourraient être personnifiés en Chevalier. Un monument élevé par la souscription de toutes les municipalités de France, dans sa ville d'Alaich, qui aimait tant, magnifierait tout à la fois sa glorieuse conduite et celle de tous les maires qui ont subi le même sort.

Les maires fusillés par l'ennemi seraient ensemble célébrés par un monument que l'on érigerait, par exemple, à Senlis, à la mémoire du maire Odent, assassiné dans les conditions les plus tragiques.

Quant à ceux qui ont été arrêtés, incarcérés, gardés prisonniers, si nous devons respectueusement retenir les noms de M. Noël, le sénateur-maire de Noyon ; de M. Lebas, le maire de Roubaix, et de combien d'autres ! celui, parmi les chefs de municipalités qui résume en lui les épreuves de tous, nous paraît être sans contredit M. Max, l'énergique bourgmestre de Bruxelles. Un objet d'art, hommage de tous les maires français, lui serait offert à sa libération, en témoignage d'estime pour sa personne et de celle de ses collègues persécutés comme lui, et d'inaliénable reconnaissance envers la Belgique, héroïque et martyre.

Il y a plus. Si un sentiment de réserve et de discrétion nous fait un devoir en ce qui concerne les deux premiers monuments, de nous confiner en France, il n'en saurait être de même pour l'hommage à rendre à M. Max. Le maire de Pétersbourg, le lord-maire de Londres, le syndic de Rome, les maires de Tokio et de Lisbonne, représenteraient certainement à notre appel. Ainsi la manifestation deviendrait celle des municipalités de tous les pays de l'Alliance. Pour accentuer ce caractère, je comprendrais encore volontiers dans le Comité d'honneur, le maire de Belgrade et celui de Cattigné. De même que je voudrais accepter la souscription de la colonie (bohème, représentant Prague com-

primée ; de la colonie polonaise, de la colonie croate et de la colonie arménienne.

Nous pouvons avec les maires du Var, quoique leur besogne soit très grande, mais elle n'est pas supérieure à leur zèle, avec les conseillers généraux et d'arrondissement, préparer cette manifestation imposante. Une fois organisés entre nous, nous demanderons leur concours avant tous, aux autres maires provençaux, comme aussi des autres conseillers généraux et d'arrondissement car il faut que de plus en plus les liens se resserrent entre les départements de Provence, et que notre initiative soit l'initiative de la Provence elle-même.

Nous nous adresserons ensuite aux assemblées municipales, départementales et d'arrondissement de toute la France, et toutes s'uniront à nous.

Je ne voudrais pas finir cet article d'hommage aux municipalités sans dire un mot particulier d'une assemblée dont l'œuvre n'est pas suffisamment connue et qui a pourtant fait pour la cause française plus que bien des ambassadeurs, je parle du Conseil municipal de Paris. Cette assemblée, si divisée politiquement mais toujours unie quand il s'agit de la France, a rendu au pays d'innombrables services, en se mettant en relations constantes avec de nombreuses municipalités du dehors.

Il serait à souhaiter qu'une brochure fût publiée pour mettre en lumière tout ce que l'incassante propagande de l'édilité parisienne nous a valu de sympathies à l'étranger.

Mais nous ne connaissons en France que l'action diplomatique officielle. C'est une grande faiblesse et une grande ignorance. En veut-on une nouvelle preuve ? L'Alliance italienne, à laquelle le Conseil municipal de Paris a si efficacement contribué par toutes ses manifestations, a dû beaucoup, à l'heure décisive, à mon éminent et excellent ami Jean Finot, directeur de la Revue, l'un des hommes les plus appréciés de tous les esprits cultivés, non seulement en France, mais de l'étranger. A part quelques journaux bien renseignés qui ont cité certains intéressants détails du rôle de Jean Finot dans la réalisation de cette utile alliance, peu de gens sont au courant des faits. C'est une histoire qu'il m'a permis, j'espère, de conter un jour tout au long. Nos concitoyens alors ne manqueraient pas de joindre, au point de vue français, au nom de Delcassé qui a su voir de loin la nécessité d'y travailler, celui de Jean Finot qui a si activement coopéré à son achèvement.

Ce sera l'œuvre de demain, quand tout ce qu'il est nécessaire de savoir aura été révélé. Mais dès aujourd'hui nous pouvons rendre un premier hommage à l'œuvre des municipalités, si laborieuse, si essentielle, si féconde en bons résultats, et au dévouement magnifique de tous les maires français et des bourgmestres et cheuvs de Belgique. C'est pourquoi, certain d'être entendu, je m'adresse d'abord aux maires, conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, adjoints et conseillers municipaux du Var, puis à tous ceux de toute la Provence pour la réalisation de cet hommage national.

Louis Martin

La Reconstitution industrielle de la Belgique

Lyon et Saint-Etienne participeront à cette œuvre

Lyon, 9 Mai.
Un groupe de notables industriels belges, la plupart métallurgistes, s'est réuni hier à Lyon sous la présidence de M. Paul Theeuwissen. Cette assemblée avait pour objet d'examiner les mesures à prendre dès maintenant pour assurer la reprise du travail de la métallurgie en Belgique après la guerre et plus particulièrement le réajustage des usines.

D'une enquête faite dans les régions industrielles belges par un neutre, il résulte que la presque totalité des usines métallurgiques sont dépourvues de leurs machines qui ont été détruites ou plus simplement transportées au-delà du Rhin.

La libération du territoire laissera donc la métallurgie belge en présence d'usines désertées et dont le réajustage immédiat est un problème difficile.

Pour obvier à cet inconvénient, le groupe métallurgiste belge a étudié la question de confier dès maintenant à l'industrie de la région de Lyon et de Saint-Etienne les commandes de machines nécessaires à la remise en marche de leurs usines. Plusieurs vœux importants ont été émis à ce sujet et la création d'un bureau technique a été décidée et confiée à M. Theeuwissen, ingénieur-conseil et fabricant à Liège.

IL Y A UN AN

Lundi 10 Mai

En Belgique, trois contre-attaques allemandes sur Lombardezyde sont repoussées. A l'est de Saint-Georges, les fusiliers marins français enlèvent et occupent la ferme de l'Union. Dunkerque reçoit encore deux obus de 380. Au nord d'Arras, combats importants, toutes les positions françaises sont maintenues et déboulonnées ; nous faisons 3.000 prisonniers allemands, prenons 10 canons, 50 mitrailleuses. Des offensives ennemies sont repoussées à Berry-au-Bac et dans le bois Le Prétre.

Des zeppelins font un raid en Angleterre, à l'embouchure de la Tamise, où ils lancent 80 bombes sur Southampton et Westcliff.
Sur la Baltique, occupation de Libau par les Allemands.

647^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 9 Mai.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

Entre l'Oise et l'Aisne nous avons repoussé un coup de main dirigé sur un de nos ouvrages au sud-est d'Autrèches.

En Argonne, dans la région de Bolante, nous avons enlevé deux petits postes dont les défenseurs ont été tués et nous avons occupé, en avant de ces postes, plusieurs entonnoirs.

Sur la rive gauche de la Meuse, l'ennemi a bombardé violemment, pendant toute la nuit, nos tranchées de la côte 304. Une attaque allemande, déclanchée vers 3 heures, a été complètement repoussée.

Sur la rive droite, nos contre-attaques de nuit nous ont permis de chasser l'ennemi des quelques éléments de notre première ligne qu'il occupait encore au nord-ouest de la ferme de Thiaumont.

Bombardement intense de nos lignes entre Douaumont et Vaux et dans les secteurs d'Eix et de Châtillon-en-Wœvre.

Echange de grenades en forêt d'Apremont, ainsi que dans la vallée de la Fecht.

Nuit relativement calme, sur le reste du front.



Le pont d'Avocourt

PROPOS DE GUERRE A la Cantine

Il paraît que les « mercantis » ne sévissent pas qu'au front. On les trouve aussi dans les casernes où leur trafic sans vergogne s'exerce beaucoup moins aisément, à cause du contrôle. Le père d'un « bleu » de la classe 17 m'écrit :

« On vend aux soldats des casernes des morceaux de pain à 0 fr. 10, 0 fr. 15 et 0 fr. 20. En faisant ce détail, MM. les cantiniers arrivent à vendre le pain de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 le kilo. C'est révoltant ! Que l'on vende au détail du saucisson ou du fromage à raison de 12 à 15 francs le kilo, c'est encore admissible, mais vendre à nos enfants 25 à 30 sous le kilo de pain, c'est crime ! »

Bien qu'un peu dur, le terme dont use mon correspondant dans son indignation, me paraît justifié. Ce sont les circonstances qui font le délit. Entre la tentation d'un kiosque, qui, à l'égalité clientèle d'un bain de mer, vend trois sous une tranche de pain de l'épaisseur d'une main et un cantinier qui vend le même pain à la même tranche à de pauvres petits soldats qui n'ont que quelques sous de poche, il y a la différence de l'heure et du lieu ; ce qui est tolérable ici, est inadmissible là.

On objectera que les cantiniers exercent un commerce libre et que personne n'oblige les soldats à acheter du pain. Ce n'est pas là une raison suffisante. Nos élèves polus ont bon appétit ; leur gaster a des exigences d'autant plus impérieuses que leur vie est plus active et qu'ils sont à l'âge où l'on « mange double ». Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne que dans certaines casernes la portion de pain est assez réduite, ainsi que le faisait observer l'autre jour notre confrère Lucien Descaves. Au reste, l'amélioration de l'ordinaire au moyen de la cantine est un moyen qui n'est pas né avec la guerre. Ce qui est né avec la guerre c'est le renchérissement des denrées et l'abus que font les marchands de victuailles de cet argument pour exploiter le public, qu'il soit civil ou militaire.

Il y a un moyen de faire cesser cette haineuse exploitation dont se plaignent amèrement tous les hommes des dépôts, c'est d'établir un contrôle rigoureux des cantines. Les commandants de dépôts ont suffisamment d'autorité et de pouvoir pour taxer le pain à la cantine comme le maître le taxe chez le boulanger.

C'est là une toute petite mesure, mais il y a de petites mesures qui sont aussi utiles à certaines heures que de grandes réformes.

ANDRÉ NEGIS

M. et M^{me} Poincaré visitent des hôpitaux

Paris, 9 Mai.
Le président de la République et Mme Poincaré, accompagnés du général Dupargé, secrétaire général militaire de la présidence, ont visité aujourd'hui l'hôpital auxiliaire 405 dirigé par Mme Jules Diaz et l'hôpital auxiliaire 62 dirigé par Mme Thomson.

LA GUERRE

La Réponse des Etats-Unis à la Note allemande

MM. VIVIANI ET ALBERT THOMAS EN RUSSIE

Paris, 9 Mai.

Le Conseil supérieur de la Défense nationale s'est réuni, ce matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Poincaré. Le prochain Conseil des ministres se tiendra jeudi matin.

LA SITUATION

De notre correspondant particulier

Paris, 9 Mai.

Bien qu'il soit prématuré de tirer une conclusion de la dernière offensive allemande sur Verdun, puisque la bataille na pas encore pris fin, on peut néanmoins faire une remarque qui a son prix.

L'ennemi voulait absolument une victoire, il en avait besoin pour appuyer l'effet de sa réponse impertinente aux Etats-Unis. Il a préparé son attaque durant quinze jours, amenant devant Verdun une division d'élite de Poméranie qu'il tenait en réserve pour une attaque contre Reims. Résultat : un fiasco complet.

Car il n'est pas vrai que l'ennemi nous ait chassés du sommet de la cote 304, comme il l'annonce dans le but de donner le change. La preuve en est que, cette nuit encore, il a lancé une violente attaque contre nos tranchées dans l'espoir de nous en déloger. Il n'a réussi qu'à se faire massacrer.

Ainsi, en dépit du plus ardent désir d'une victoire nécessaire, des soins apportés à sa préparation, des sacrifices consentis pour l'obtenir, l'ennemi n'a rien obtenu. Bien mieux, tandis qu'au début de l'offensive contre Verdun il soutenait son effort durant une semaine entière, il ne peut plus le continuer après quarante-huit heures. C'est la meilleure preuve que ses troupes n'ont plus le même souffle, ni le même mordant.

La nuit dernière, au cours d'une contre-attaque vigoureusement menée, nous avons repoussé l'ennemi des derniers éléments de tranchées qu'il avait encore sur le plateau de Douaumont. Ainsi, il ne lui reste pas un pouce de terrain pour le consolider des milliers de cadavres qu'il a laissés dans sa dernière offensive.

Sur le reste du front, nous tenons l'ennemi en haleine, ainsi que l'attestent les coups de main que relate le communiqué en Argonne et entre Oise et Aisne.

Les Anglais enrégimentent, de leur côté, quelques succès de même nature, comme les Italiens sur leur théâtre propre. Mais ce ne sont là que des événements sans importance en comparaison de ceux de Verdun.

Il faut faire confiance à notre état-major. Nous aurions tort d'être trop impatients. Je n'en puis dire davantage.

MARIUS RICHARD.

NOS ALLIÉS ET NOUS

MM. Viviani et Albert Thomas en Russie

Paris, 9 Mai.

M. Viviani, garde des Sceaux et vice-président du Conseil, et M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux munitions, sont arrivés en Russie. Cette visite par laquelle le gouvernement de la République a été heureux de répondre au voyage fait par le ministre des Finances russe en France, est également pour lui l'occasion de témoigner au gouvernement impérial, au moment où les troupes russes viennent de débarquer en France, les sentiments de cordialité et d'union que vingt mois de guerre ont encore plus étroitement resserrés.

Dès le lendemain de leur arrivée, MM. Viviani et Albert Thomas ont été reçus en audience par Sa Majesté l'empereur à Tsarkoï-Sélo.

MM. Sazonov, ministre des Affaires Etrangères, a offert aujourd'hui un déjeuner en l'honneur de MM. Viviani et Thomas. Le président du Conseil, M. Stürner, les autres ministres et l'ambassadeur de France à Pétersbourg, M. Falgoutier, y assistaient.

L'Effort suprême des Allemands

Ils vont tenter une attaque désespérée contre Dwinsk et prendre une violente offensive sur l'Yser.

Rome, 9 Mai.

(Retardé dans la transmission.)
La fermeture par les Allemands de la frontière hollandaise, confirmée par des informations sûres venues de Norvège, paraît être due aux très importants mouvements de troupes qui s'opèrent en ce moment en vue d'un vaste plan stratégique, plan suprême du commandement allemand et qu'il voudrait mettre à exécution tout avant que se réalisât la toute puissante offensive des armées alliées.

Dans les milieux militaires italiens on a cru à la nouvelle, on s'accorde à y croire et la démonstration définitive de l'échec allemand devant Verdun.

Les Allemands, faisait observer une haute personnalité de l'armée, ne peuvent pas rester brusquement les opérations devant Verdun et cela pour deux motifs : le premier d'ordre moral, le second stratégique et tactique. En effet, au cas d'arrêt des attaques allemandes les forces françaises ne manqueraient pas, à leur maîtrise habituelle, de forcer les contre-attaques qui ont commencé déjà depuis quelques jours avec succès en les poussant à leurs dernières conséquences militaires, c'est-à-dire jusqu'à la menace directe aux défenses de Metz.

On estime donc que les mouvements de troupes allemandes peuvent avoir ce double

objectif et de renforcer le front de Belgique et de restituer au front Nord oriental, les forces qu'on a empruntées pour la malheureuse tentative contre Verdun.

On ajoute que cette décision a été prise au cours d'un Conseil qui s'est tenu au quartier général allemand, sous la présidence de l'empereur Guillaume lui-même. Il faudra donc s'attendre à une attaque désespérée contre Dwinsk, et très probablement à un effort sur l'Yser qui sans avoir la violence des premières opérations contre Verdun, pourrait se terminer par un échec aussi désastreux et qui serait la fin de tout.

LE CONFLIT GERMANO-AMERICAIN

La réponse des Etats-Unis à l'Allemagne. M. Wilson n'admet pas les suggestions allemandes. — Il exige le respect du droit et de la sécurité des neutres et des non combattants.

Washington, 9 Mai.

Voici le texte de la communication qui sera présentée à l'Allemagne par l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, M. Gérard :

La note du gouvernement impérial du 4 mai a été l'objet de l'examen attentif du gouvernement américain qui a spécialement pris note de l'intention du gouvernement impérial de faire son possible à l'avenir pour limiter aux forces des belligérants les opérations de guerre jusqu'à la fin des hostilités et d'obliger tous ses officiers de marine à observer les règles reconnues par



Le comte Bernstorff

Ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis
le droit international, pour sur lequel le gouvernement américain a insisté continuellement, pendant les mois qui se sont écoulés, depuis que le gouvernement impérial a annoncé, le 4 février 1915, l'adoption de sa politique sous-marine maintenant heureusement abandonnée.

Le gouvernement américain a été constamment guidé et modéré par des intentions amicales dans ses patients efforts en vue d'amener la solution amiable des questions délicates soulevées par cette politique. En acceptant la déclaration du gouvernement impérial, aux termes de laquelle celui-ci abandonnait une politique méliant aussi sérieusement en danger les bonnes relations entre les deux pays, le gouvernement américain compte sur l'observation scrupuleuse de cette déclaration.

La politique ainsi modifiée du gouvernement impérial donne le principal danger de rupture des bonnes relations existant entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

Le gouvernement américain juge nécessaire de déclarer qu'il est en droit de croire que l'Allemagne n'a pas l'intention de faire défendre en quel que soit le maintien de la politique qu'elle vient d'indiquer du tour ou du résultat des négociations entre le gouvernement américain et un autre gouvernement belligérant, bien que certains passages de la note du gouvernement impérial du 4 mai puissent sembler susceptibles de cette interprétation.

Dans le but d'éviter tout malentendu, le gouvernement américain notifie au gouvernement impérial qu'il ne peut, pour un seul instant admettre, et encore moins discuter la suggestion que l'observation par les autorités navales allemandes des droits des citoyens américains sur les mers dépende, en quelque manière que ce soit et le moins du monde, de la conduite de tout autre gouvernement à l'égard des droits des neutres et des non combattants.

Sur ce point, la responsabilité est personnelle, elle n'est pas commune, elle est absolue et non relative.

Dans un meeting on demande le châtiment des Hohenzollern

New-York, 9 Mai.

Dans un grand meeting tenu hier soir à Boston, des motions en faveur d'une rupture immédiate avec l'Allemagne ont été adoptées au milieu des applaudissements unanimes. Ce meeting était convoqué par la Ligue des Citoyens en Amérique. Le nom du président fut accueilli par des sifflets qui augmentèrent quand une allusion fut faite aux notes et au département d'Etat. Des sifflets et des rires accueillirent également la mention faite de l'interdiction par le maire de New-York d'une réunion des survivants du Lusitania.

